

ARRÊTÉ N° 2026-24

Portant refus de transfert des pouvoirs de police spéciale au Président de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais

Le maire de la commune de CUSEY

VU l'article L.5211-9-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le procès-verbal de l'élection du Président de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais (CCAVM) ;

CONSIDERANT que la commune de CUSEY est membre de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes Auberive Vingeanne et Montsaigeonnais est compétente en matière :

- d'assainissement non collectif ;
- de réalisation d'aires d'accueil ou de terrain de passage pour les gens du voyage ;
- de voirie, circulation et stationnement ;
- de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruines dans le cadre de la compétence habitat ;
- d'autorisation de stationnement de taxis ;
- de publicité extérieure (PLUiH).

CONSIDERANT que dans un délai de 6 mois suivant la date de l'élection du président de l'établissement public de coopération intercommunale, les maires des communes membres peuvent s'opposer, dans chacun des domaines cités ci-dessus au transfert de droit des pouvoirs de police ;

CONSIDERANT qu'à cette fin, ils notifient leur opposition au président de l'établissement public de coopération intercommunale.

ARRETE

Article 1^{er} : Les pouvoirs de police spéciale en matière de :

- réalisation d'aires d'accueil ou de terrain de passage pour les gens du voyage



- voirie, circulation et stationnement ;
- sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruines dans le cadre de la compétence habitat ;
- autorisation de stationnement de taxis ;
- publicité extérieure (PLUiH)

ne seront pas transférés à M. le Président de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais.

Fait à CUSEY,

Le 27 août 2026,

Le Maire,



Jean-Michel RABET

A envoyer, une fois certifié exécutoire et avant le 9 octobre 2026 :

- **au Président de la Communauté de Communes d'Auberive Vingeanne et Montsaugonnais**
- **au contrôle de légalité de la Préfecture.**

